

temala et le Salvador.¹ En revanche, les faits dont les Américains ont accusé les Sandinistes ont été déformés de façon grossière et intentionnelle, selon l'AWC : "Le gouvernement Reagan a utilisé l'argument des droits de l'homme avec un profond cynisme et un mépris total de la vérité."

La participation des États-Unis à la guerre livrée par les *contras* a conduit le gouvernement nicaraguayen à déposer une plainte contre eux devant la Cour internationale de Justice en avril 1984; ce que voyant, les Américains annoncèrent que pendant deux ans, ils ne reconnaîtraient plus la compétence de la Cour à l'égard de toute question relative à l'Amérique centrale.

Les membres du Congrès opposés à la "guerre secrète" contraignirent le gouvernement américain à interrompre son aide directe aux *contras* vers le milieu de 1984. Cependant, à la suite de la visite que le président du Nicaragua, Daniel Ortega, fit en mai 1985 à Moscou pour obtenir du pétrole soviétique, l'administration américaine fut autorisée par une faible majorité à offrir de nouveau son aide aux *contras*, sous le couvert de "motifs humanitaires". La visite d'Ortega à Moscou était elle-même une conséquence d'un autre aspect de la "guerre secrète", à savoir l'isolement du Nicaragua par rapport aux principaux pays capables de lui accorder une aide économique et l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de développer normalement ses relations commerciales avec l'Occident.

La politique suivie par l'administration Reagan au Salvador avait aussi pour but d'apporter une solution militaire à la guerre civile qui sévissait dans ce pays. L'aide militaire est passée de 35,5 millions de dollars en 1981 à 81 millions en 1982, à 81,3 millions en 1983 et à 196,55 millions en 1984; les prévisions étaient de 128,2 millions pour 1985. Le président José Napoléon Duarte (qui a pris le pouvoir en juin 1984) n'a pu obtenir l'appui des militaires, ni celui des grands hommes d'affaires ou des États-Unis lorsqu'il a lancé un appel au "dialogue" avec l'opposition révolutionnaire. Quant à lui, M. Duarte insistait sur la nécessité d'accepter la constitution existante et de faire reconnaître son gouvernement tandis que de leur côté, les rebelles proposaient la signature d'un cessez-le-feu officiel et la tenue d'un "forum national" afin de rédiger une nouvelle constitution et de réorganiser les forces armées. Les rebelles ne sont pas d'accord avec M. Duarte lorsqu'il déclare avoir amélioré fondamentalement les conditions qui ont provoqué l'insurrection.

¹ Cynthia Brown (éd.), *With Friends Like These: The Americas Watch Report on Human Rights and US Policy in Latin America* (New York : Pantheon Books, 1985), p. 156.